

**No. 54310\***

---

**Switzerland  
and  
Chile**

**Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Chile on the readmission of persons residing without authorisation (readmission agreement) (with protocol). Santiago, 23 November 2006**

**Entry into force:** *30 June 2016, in accordance with article 18*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Switzerland, 28 February 2017*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Suisse  
et  
Chili**

**Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République du Chili relatif à la réadmission de personnes en situation irrégulière (Accord de réadmission) (avec protocole). Santiago, 23 novembre 2006**

**Entrée en vigueur :** *30 juin 2016, conformément à l'article 18*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Suisse, 28 février 2017*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD**

**ENTRE**

**LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI**

**RELATIF**

**A LA RÉADMISSION DE PERSONNES**

**EN SITUATION IRRÉGULIÈRE**

**(ACCORD DE RÉADMISSION)**

## **Le Conseil fédéral suisse**

**et**

## **le Gouvernement de la République du Chili**

Appelés ci-dessous les "Parties contractantes",

Dans un esprit de coopération entre les deux Parties contractantes,

Dans le but d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales,

Dans le but de favoriser la coopération entre les deux Parties contractantes et dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir l'immigration illégale ou irrégulière,

Sur une base de réciprocité,

*Sont convenus des dispositions suivantes :*

### **I – DÉFINITIONS**

#### **ARTICLE 1**

Aux fins du présent accord, les termes énumérés ci-après ont la signification suivante :

- Partie contractante requérante : la Partie contractante qui formule la demande de réadmission de personnes,
- Partie contractante requise : la Partie contractante à laquelle est adressée la demande de réadmission de personnes,
- Partie contractante requérante de transit : la Partie contractante qui formule la demande de transit de personnes,
- Partie contractante requise aux fins de transit : la Partie contractante à laquelle est adressée la demande de transit de personnes.

## II - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

### ARTICLE 2

- (1) Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé de manière vraisemblable qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.
- (2) La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

### ARTICLE 3

- (1) Lorsque la nationalité de la personne concernée est présumée sur la base des éléments mentionnés à l'article 2, alinéa 2 du Protocole, la Mission diplomatique ou le Bureau consulaire de la Partie contractante requise délivrent sans délai un document de voyage valable pour le retour de la personne concernée (laissez-passer).
- (2) En cas de doute de la Partie contractante requise sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence totale de ces éléments, la Mission diplomatique ou le Bureau consulaire de ladite Partie procède dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la demande de la Partie contractante requérante à l'audition de la personne concernée. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante dans les délais les plus brefs, en accord avec l'autorité consulaire concernée.
- (3) Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, la Mission diplomatique ou le Bureau consulaire, délivre sans délai le document de voyage (laissez-passer) nécessaire et au plus tard dans les six jours à partir de la soumission de la demande de réadmission.

### ARTICLE 4

- (1) Les données que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus par un Protocole d'application conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Accord.
- (2) Sont à la charge de la Partie contractante requérante les frais de transport jusqu'au point d'entrée sur le territoire de la partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

### III - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

#### ARTICLE 5

Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant que ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour en cours de validité, de quelque type que ce soit, délivré par la Partie contractante requise.

#### ARTICLE 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard:

- d'un ressortissant d'un Etat tiers ayant une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers titulaire, lors de son entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, d'un visa autre que de transit ou d'une autorisation de séjour, à moins que la Partie contractante requise n'ait délivré un visa ou une autorisation de séjour d'une plus longue durée, en cours de validité ;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers qui séjourne depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante, à moins qu'il ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité délivré par la Partie contractante requise;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers auquel la Partie contractante requérante a reconnu le statut de réfugié en vertu de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés ;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers qui a été effectivement éloigné par la Partie contractante requise vers son pays d'origine ou vers un Etat tiers à la condition qu'il ne soit pas entré sur le territoire de la Partie contractante requérante après avoir séjourné régulièrement sur le territoire de la Partie contractante requise postérieurement à l'exécution de la mesure d'éloignement.

#### ARTICLE 7

- (1) Pour l'application de l'article 5, l'entrée ou le séjour d'un ressortissant d'Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise, est établi par les documents de voyage ou d'identité. Il peut également être présumé par tout autre moyen précisé dans l'article 4 du Protocole.

- (2) Les données que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont énumérés dans le Protocole.
- (3) Les frais de transport jusqu'au point d'entrée sur le territoire de la Partie contractante requise de la personne dont la réadmission est sollicitée, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

#### ARTICLE 8

La Partie contractante requérante réadmet à nouveau sur son territoire un ressortissant d'Etat tiers qui, après vérifications ultérieures, se révélerait ne pas remplir les conditions prévues à l'article 5 au moment de sa sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

#### IV - TRANSIT

#### ARTICLE 9

- (1) Chacune des Parties contractantes, sur demande écrite de l'autre Partie contractante, autorise sur son territoire le transit avec ou sans escorte des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une décision d'éloignement ou de refus d'entrée prise par la Partie contractante requérante de transit, pour autant que leur admission soit garantie, par l'Etat de destination ou par d'autres Etats de transit. La Partie contractante requérante de transit garantit à l'autre Partie contractante que la personne dont le transit est autorisé possède un titre de transport et un document de voyage en cours de validité pour l'Etat de destination. Le transit s'effectue par voie aérienne.
- (2) La Partie contractante requérante de transit assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage du ressortissant d'un Etat tiers vers son pays de destination et reprend en charge cette personne si, pour une raison quelconque, la décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur son territoire ne peut être exécutée.

#### ARTICLE 10

La demande d'autorisation de transit pour éloignement ou de transit consécutif à un refus d'entrée est transmise directement entre les autorités compétentes des Parties contractantes. La demande contient les données relatifs à l'identité et à la nationalité de la personne concernée, ainsi que la date du voyage, le numéro du vol, l'heure d'arrivée à l'aéroport de transit, l'heure et la date de départ vers le pays de destination, les documents de voyage et le motif de la demande.

ARTICLE 11

- (1) Le transit est refusé si, en raison d'une mesure d'expulsion ou une interdiction d'entrée, le ressortissant court le risque:
- d'être, dans l'un des Etats de transit ou l'Etat de destination, persécuté en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques;
  - d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.
- (2) La personne qui fait l'objet du transit peut être remise à la Partie contractante requérante de transit si, après des vérifications ultérieures, il est avéré que la situation de cette personne est couverte par les dispositions de l'alinéa 1.

**V - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

ARTICLE 12

- (1) Les données personnelles transmises en raison de l'exécution du présent Accord sont traitées et protégées conformément aux législations sur la protection des données en vigueur dans chacune des Parties contractantes et aux dispositions des conventions internationales applicables en la matière auxquelles les deux Parties contractantes sont liées.

Dans ce cadre,

- a) la Partie contractante requise n'utilise les données personnelles communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord;
- b) chacune des Parties contractantes informe, à la demande de l'autre Partie contractante, l'utilisation qui sera faite des données personnelles communiquées;
- c) les données personnelles communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution de l'Accord. Les données personnelles ne peuvent être transmises à d'autres autorités de l'Etat qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées;
- d) la Partie contractante requérante est tenue de s'assurer de l'exactitude des données à transmettre ainsi que de la nécessité et de l'adéquation au but poursuivi par la communication. S'il s'avère que des données inexactes ont été transmises, le destinataire doit en être avisé immédiatement et dans ce cas, il est tenu de procéder à la rectification ou à la destruction de ces données;

- e) à sa demande, la personne concernée sera renseignée sur les données personnelles existant à son sujet et sur le mode d'utilisation prévu, dans les conditions définies par le droit national de la Partie contractante saisie par la personne concernée;
- f) les données personnelles transmises ne seront conservées qu'aussi longtemps que l'exige le but dans lequel elles ont été communiquées. Le contrôle du traitement et de l'utilisation de ces données est assuré conformément au droit national de chacune des Parties contractantes;
- g) chaque Partie contractante est tenue de protéger les données personnelles transmises contre l'accès non autorisé, les modifications abusives et la communication non autorisée.

(2) Ces informations doivent concerner exclusivement:

- les données personnelles concernant la personne à réadmettre ou à admettre en transit et éventuellement celles des membres de sa famille (noms, prénoms, le cas échéant noms antérieurs, surnoms ou pseudonymes, date et lieu de naissance, sexe, nationalité);
- la carte d'identité, le passeport ou les autres documents d'identité ou de voyage;
- les autres données nécessaires à l'identification de la personne à réadmettre ou à admettre en transit;
- les lieux de séjour et les itinéraires;
- les autorisations de séjour ou les visas accordés à l'étranger.

## **VI - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES**

### ARTICLE 13

- (1) Les frais de transport sont à la charge de la Partie contractante qui requiert la réadmission ou le transit jusqu'au point d'entrée sur le territoire de l'Etat de destination, ainsi que les frais en relation avec son éventuel retour.
- (2) Les frais relatifs à l'exécution du présent Accord avancés par la Partie contractante à qui l'on a requis la réadmission ou le transit sont remboursés par la Partie contractante requérante.



#### ARTICLE 14

- (1) Les autorités compétentes des Parties contractantes coopèrent et se consultent en fonction des besoins pour la bonne application du présent Accord.
- (2) En cas de différend relatif à l'application ou à l'interprétation des dispositions du présent Accord, les Parties contractantes le résoudre directement par la voie diplomatique. En l'absence de solution par ce moyen, les Parties contractantes pourront demander la réunion d'experts des deux gouvernements.

#### ARTICLE 15

- (1) Le Protocole déterminant les modalités d'application du présent Accord en fait partie intégrante et fixe également:
  - les délais de traitement des demandes et
  - le paiement des frais de transport.
- (2) Dans le délai de soixante jours à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les Parties contractantes se remettront réciproquement les données des autorités compétentes pour traiter les demandes de réadmission ou de transit, ainsi que la liste des aéroports pouvant être utilisés pour la réadmission ou le transit des personnes.
- (3) Les modifications ultérieures des coordonnées des autorités compétentes et des aéroports sont communiquées de la même manière.

#### ARTICLE 16

Le présent Accord n'affecte pas les obligations des Parties contractantes découlant :

- de l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés ;
- de l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des Droits de l'homme, en particulier du Pacte de New York du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques ;
- de traités internationaux relatifs à l'extradition.

ARTICLE 17

Le présent Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République du Chili s'applique également à la Principauté du Liechtenstein et ses ressortissants, conformément aux dispositions des Accords entre la Suisse et le Liechtenstein.

ARTICLE 18

- (1) Chacune des Parties contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord. L'entrée en vigueur prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.
- (2) Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties contractantes pourra le dénoncer avec un préavis de quatre-vingt dix jours. La dénonciation du présent Accord sera notifiée par la voie diplomatique et s'appliquera également à la Principauté du Liechtenstein.

ARTICLE 19

- (1) Chacune des Parties contractantes peut suspendre l'application du présent Accord pour des motifs d'ordre public, de santé ou de sécurité publique. Les Parties contractantes s'informent immédiatement de la suspension de l'Accord, par la voie diplomatique.
- (2) La suspension prend effet le premier jour du mois suivant la notification de l'autre Partie contractante.

**EN FOI DE QUOI**, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

FAIT à *Santiago*, le *29 novembre* 2006 en deux exemplaires rédigés en langues française et espagnole, les deux textes étant également authentiques.

Pour le Conseil fédéral suisse



Pour le Gouvernement de la  
République du Chili



## **Protocole**

### **relatif à l'application de l'Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République du Chili relatif à la réadmission de personnes en situation irrégulière (Accord de réadmission)**

#### **Article 1: Données devant figurer sur la demande de réadmission d'un ressortissant d'une Partie contractante et conditions de transmission (article 4 alinéa 1 de l'Accord)**

1. La demande de réadmission d'un ressortissant d'une Partie contractante présentée en vertu de l'article 2 de l'Accord doit comporter notamment les données suivantes:
  - données relatives à l'identité de la personne concernée (prénoms et noms, date et lieu de naissance),
  - éléments relatifs aux documents mentionnés à l'article 2 du présent Protocole permettant l'établissement ou la présomption de la nationalité.
2. La demande de réadmission est transmise directement aux autorités compétentes, généralement par télécopie.
3. La Partie contractante requise répond à la demande dans les plus brefs délais, au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent la réception de la demande. Ce délai peut être prolongé jusqu'à sept jours, dans le cas prévu à l'article 3, alinéa 2 de l'Accord.
4. La personne faisant l'objet de la demande de réadmission n'est réadmise qu'après acceptation de la demande par la Partie contractante requise.
5. Si la personne sujette à réadmission a besoin d'une assistance médicale, la Partie contractante requérante fournit, si cela est dans l'intérêt de la personne concernée, la description de son état de santé y compris copie des certificats médicaux et des informations sur les traitements particuliers nécessaires tels que soins, surveillance ou transport en ambulance.

#### **Article 2: Documents au moyen desquels la nationalité de la personne concernée peut être valablement établie ou présumée (article 2, alinéa 1 de l'Accord)**

1. La nationalité est considérée comme établie sur la base d'un des documents ci-après en cours de validité:

Pour la République du Chili:

- passeport,
- carte d'identité,
- n'importe quel document de voyage.

Pour la Confédération suisse:

- passeport,
- carte d'identité,
- attestation provisoire d'identité,
- livret de famille mentionnant le lieu d'origine en Suisse.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants:

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent,
- document émanant des autorités officielles de la Partie contractante requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, carnet de marin, livret militaire, ou tout autre document établi par les forces armées, etc.),
- carte d'immatriculation consulaire ou document d'état civil,
- tout autre document établi par toute autorité compétente de la Partie contractante requise,
- titre de séjour ou autorisation de résidence périmés,
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,
- déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante,
- dépositions de témoins aux autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante,
- tout autre moyen reconnu par l'autorité compétente de la Partie contractante requise.

**Article 3: Données devant figurer sur la demande de réadmission d'un ressortissant d'Etat tiers et conditions de transmission (article 7, alinéa 2 de l'Accord)**

1. La demande de réadmission d'un ressortissant d'Etat tiers présentée en vertu des dispositions de l'article 5 de l'Accord doit comporter notamment les données suivantes:
  - données relatives à l'identité et à la nationalité de la personne concernée (prénoms et noms, date et lieu de naissance),
  - éléments relatifs aux documents mentionnés à l'article 4 du présent Protocole, permettant l'établissement ou la constatation de l'entrée ou du séjour de la personne concernée sur le territoire de la Partie contractante requise.
2. La demande de réadmission est transmise aux autorités compétentes, généralement par télécopie.
3. La Partie contractante requise répond à la demande dans les plus brefs délais, au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent la réception de la demande. Ce délai peut être prolongé jusqu'à sept jours, en l'absence de l'un des documents mentionnés à l'article 4, alinéa 1 du présent Protocole.
4. La personne faisant l'objet de la demande de réadmission n'est réadmise qu'après acceptation de la demande de la Partie contractante requise.
5. Si la demande de réadmission se base sur le fait que l'étranger en provenance de l'Etat requis, est muni de faux documents, les dits documents devront être transmis par l'Etat requérant si la réadmission a été acceptée.
6. Si la personne sujette a réadmission a besoin d'une assistance médicale, la Partie contractante requérante fournit, si cela est dans l'intérêt de la personne concernée, la description de son état de santé y compris copie des certificats médicaux correspondants et des informations sur les traitements particuliers nécessaires tels que soins, surveillance ou transport en ambulance.

**Article 4: Moyens permettant la constatation de l'entrée ou du séjour du ressortissant d'Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise (article 7, alinéa 1 de l'Accord)**

1. L'entrée ou le séjour d'un ressortissant d'un Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise est établie sur la base d'un des éléments de preuve suivants :
  - cachet d'entrée ou de sortie ou autres indications éventuelles portées sur les documents de voyage ou d'identité authentiques ou falsifiés,
  - titre de séjour ou autorisation de séjour périmé depuis moins de six mois,
  - visa périmé depuis moins de six mois.

2. L'entrée ou le séjour d'un ressortissant d'un Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise peut être présumé notamment sur la base de l'un ou plusieurs des éléments indiqués ci-après:
  - document délivré par les autorités compétentes de la Partie contractante requise indiquant l'identité de la personne concernée, comme par exemple permis de conduire, livret de marin, permis de détention ou de port d'arme,
  - titre de séjour ou autorisation de séjour périmé depuis plus de six mois,
  - photocopie de l'un des documents précédemment énumérés, à condition que son authenticité soit vérifiée avec l'original établi par la partie requise,
  - empreintes digitales du ressortissant de l'Etat tiers en possession de la Partie contractante requise,
  - titre de transport nominatif,
  - factures d'hôtels,
  - déclarations d'un agent de l'Etat,
  - déclarations non contradictoires et suffisamment détaillées de la personne concernée, comportant des faits objectivement vérifiables, et qui puissent être vérifiés par la Partie contractante requise,
  - données vérifiables attestant que la personne intéressée a eu recours aux services d'une agence de voyages.

**Article 5: Conditions de transmission d'une demande de transit (article 9 de l'Accord)**

1. La demande de transit est transmise par télécopie par la Partie contractante qui sollicite le transit aux autorités compétentes de la Partie contractante requise, quarante-huit heures au moins avant le transit les jours ouvrables ou soixante-douze heures au moins si le transit est prévu un samedi, un dimanche ou un jour férié.
2. La Partie contractante requise répond à la demande dans les plus brefs délais, au plus tard dans les quarante-huit heures les jours ouvrables ou au plus tard dans les soixante-douze heures si la demande est déposée un samedi, un dimanche ou un jour férié.
3. La demande de transit indique si la personne concernée a besoin d'assistance médicale ou si des mesures particulières de sécurité doivent être prises, si cela est dans l'intérêt de ladite personne.

**Article 6: Procédure de règlement des frais afférents à la réadmission et au transit (article 13)**

Le remboursement prévu par l'article 13 l'Accord intervient dans le délai de soixante jours à compter de la réception de la facture.

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO**

**ENTRE**

**EL CONSEJO FEDERAL SUIZO**

**Y**

**EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE CHILE**

**RELATIVO A**

**LA READMISIÓN DE PERSONAS**

**EN SITUACIONES IRREGULARES**

**(ACUERDO DE READMISIÓN)**



**El Consejo Federal Suizo y  
el Gobierno de la República de Chile**

en lo sucesivo denominados “Partes contratantes”,

con el espíritu de cooperación entre las dos Partes contratantes,

con el propósito de garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre la circulación de las personas, dentro del respeto de los derechos y garantías otorgadas por las leyes y reglamentos vigentes,

con el debido respeto a los tratados y convenios internacionales,

deseosos de facilitar la cooperación entre las dos Partes contratantes y en el marco de los esfuerzos internacionales para prevenir la migración ilegal o irregular,

sobre la base de la reciprocidad,

*han convenido en lo siguiente :*

**I - DEFINICIONES**

**ARTÍCULO 1**

Para efectos del presente Acuerdo los términos que se expresan a continuación se entenderán de la manera siguiente:

- Parte requirente: la Parte que efectúa la solicitud de readmisión de personas.
- Parte requerida: la Parte a la que se le solicita la readmisión de personas.
- Parte solicitante de tránsito: la Parte que efectúa la solicitud de tránsito de personas.
- Parte solicitada de tránsito: la Parte a la que se le solicita el tránsito de personas.

## II - READMISIÓN DE NACIONALES DE LAS PARTES CONTRATANTES

### ARTÍCULO 2

- (1) Cada Parte contratante readmitirá en su territorio, a petición de la otra Parte contratante y sin formalidades, a la persona que en el territorio de la Parte requirente no cumpla o haya dejado de cumplir los requisitos vigentes de entrada o residencia siempre que se pruebe o se presuma, de modo verosímil, que la persona en cuestión posee la nacionalidad de la Parte contratante requerida.
- (2) La Parte contratante requirente readmitirá en las mismas condiciones a dicha persona, si mediante pruebas posteriores, se demuestra que no poseía la nacionalidad de la Parte contratante requerida en el momento de su salida del territorio de la Parte contratante requirente.

### ARTÍCULO 3

- (1) Cuando la nacionalidad se presuma de acuerdo con los elementos citados en el Artículo 2 apartado 2 del Protocolo, la Misión diplomática o la Oficina consular de la Parte contratante requerida expedirá sin demora, un documento de viaje válido para el retorno de la persona (salvoconducto).
- (2) En caso de duda de la Parte requerida sobre los elementos en que se basa la presunción de nacionalidad, o en ausencia total de estos, la Misión diplomática o la Oficina consular de dicha Parte procederá a entrevistar a la persona, en el plazo de tres días hábiles, desde que se presente la solicitud de readmisión. Esta entrevista será organizada por la Parte contratante requirente a la mayor brevedad posible y de acuerdo con la respectiva autoridad consular.
- (3) Si tras la entrevista se establece que la persona tiene la nacionalidad de la Parte contratante requerida, la Misión diplomática o la Oficina consular expedirá sin demora el documento de viaje (salvoconducto) necesario y a más tardar dentro de seis días desde la presentación de la solicitud de readmisión.

### ARTÍCULO 4

- (1) Los datos que llevará la solicitud de readmisión y las condiciones de su transmisión, se fijarán en un Protocolo en conformidad al Artículo 15 del presente Acuerdo.
- (2) Los gastos de transporte de las personas que sean readmitidas serán de cargo de la Parte contratante requirente hasta el punto de ingreso al territorio de la Parte contratante requerida.

### III - READMISIÓN DE NACIONALES DE TERCEROS ESTADOS

#### ARTÍCULO 5

Cada Parte contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte contratante y sin formalidades, al nacional de un tercer país que no cumpla o haya dejado de cumplir las condiciones vigentes de entrada o de permanencia en la Parte contratante requirente, siempre que este nacional disponga de un visado o una autorización de permanencia vigente, del tipo que sea, expedida por la Parte contratante requerida.

#### ARTÍCULO 6

La obligación de readmisión prevista en el Artículo 5 no será procedente respecto:

- de un nacional de un tercer Estado que tenga una frontera común con la Parte contratante requirente;
- de un nacional de un tercer Estado quien, a su entrada a territorio de la Parte contratante requirente, esté en posesión de un visado que no sea de tránsito o de un permiso de residencia, a menos que la Parte contratante requerida haya expedido un visado o una autorización de permanencia por un plazo más largo y éste todavía esté vigente;
- de un nacional de un tercer Estado que permanezca en el territorio de la Parte contratante requirente desde hace más de seis meses, a menos que cuente con una permanencia autorizada por la Parte contratante requerida y ésta esté vigente;
- de un nacional de un tercer Estado al que la Parte contratante requirente haya reconocido el estatuto de refugiado por aplicación de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 sobre el Estatuto de los Refugiados, en su forma modificada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967, sobre el Estatuto de los Refugiados;
- de un nacional de un tercer Estado que haya sido efectivamente expulsado por la Parte contratante requerida a su país de origen o a un tercer Estado, a condición de que no haya entrado en el territorio de la Parte contratante requirente después de haber permanecido regularmente en territorio de la Parte contratante requerida, con posterioridad a la ejecución de la medida de expulsión.

#### ARTÍCULO 7

- (1) Para la aplicación del Artículo 5, la entrada o la permanencia de un nacional de un tercer Estado al territorio de la Parte contratante requerida, se constatará

por los documentos de viaje o de identidad. De la misma manera se podrá presumir por otro medio, descrito en el Artículo 4 del Protocolo.

- (2) Los datos de la solicitud de readmisión y las condiciones de su transmisión, se especificarán en el Protocolo.
- (3) Los gastos de transporte de la persona cuya readmisión sea solicitada, serán de cargo de la Parte contratante requirente hasta el punto de ingreso al territorio de la Parte contratante requerida.

#### ARTÍCULO 8

La Parte contratante requirente readmitirá de nuevo al nacional de un tercer Estado respecto del cual, como consecuencia de comprobaciones ulteriores, se determine que no cumplía las condiciones previstas en el Artículo 5, en el momento de su salida del territorio de la Parte contratante requirente.

### IV - TRÁNSITO

#### ARTÍCULO 9

- (1) Cada Parte contratante, previa petición escrita de la otra Parte contratante, autorizará el tránsito, con o sin escolta, por el territorio de su Estado de los nacionales de terceros Estados, objeto de una decisión de expulsión o de prohibición de entrada emitida por la Parte contratante solicitante de tránsito, cuando la admisión por parte del Estado de destino u otros posibles Estados de tránsito esté garantizada. La Parte contratante solicitante de tránsito garantizará a la otra Parte contratante que la persona, cuyo tránsito está autorizado, posee un título de transporte y un documento de viaje válido para el Estado de destino. El tránsito se efectuará por vía aérea.
- (2) La Parte contratante solicitante de tránsito será responsable del nacional del tercer Estado hasta que llegue a su destino final. Este será readmitido por la Parte contratante solicitante de tránsito si por cualquier razón, la medida de expulsión o prohibición de entrada no puede ser ejecutada.

#### ARTÍCULO 10

La solicitud de autorización de tránsito a causa de expulsión o prohibición de entrada se transmitirá directamente entre las autoridades competentes de las Partes contratantes. En la solicitud se harán constar los datos relativos a la identidad y la nacionalidad de la persona en cuestión, así como fecha del viaje, número de vuelo, hora de llegada al aeropuerto de tránsito, hora y fecha de partida hacia el país de destino, documentos de viaje, motivo de la solicitud.

## ARTÍCULO 11

- (1) El tránsito deberá ser denegado cuando a causa de una medida de expulsión o una prohibición de entrada, dicho nacional corra el riesgo:
  - de ser perseguido en uno de los Estados de tránsito o en el Estado de destino por razón de su raza, religión, nacionalidad, pertenencia a un determinado grupo social o por sus opiniones políticas;
  - de ser acusado o condenado por un tribunal penal en el Estado de destino por hechos anteriores al tránsito.
- (2) La persona que sea objeto del tránsito puede ser devuelta a la Parte contratante solicitante de tránsito si por comprobaciones posteriores se determina que dicha persona se encuentra en uno de los casos mencionados en el apartado 1.

## V - PROTECCIÓN DE LOS DATOS PERSONALES

### ARTÍCULO 12

- (1) Los datos personales transmitidos en aplicación del presente Acuerdo serán procesados y protegidos conforme a la legislación interna sobre protección de datos de cada una de las Partes contratantes y conforme a los convenios internacionales aplicables en la materia que ambas Partes hayan suscrito.

Dentro de este marco,

- a) La Parte contratante requerida usará los datos personales comunicados solamente para el fin previsto por el presente Acuerdo;
- b) Cada una de las Partes contratantes comunicará, a solicitud de la otra Parte contratante, el uso que les dará a los datos personales;
- c) Los datos personales comunicados sólo podrán ser procesados por las autoridades competentes para aplicar el presente Acuerdo. Los datos personales no podrán ser comunicados a otras autoridades del Estado, sin previa autorización escrita de la Parte contratante que se los haya comunicado;
- d) La Parte contratante requirente se asegurará de la exactitud de los datos a transmitir, de la necesidad y de la adecuación al objetivo de la comunicación. En caso de que hayan sido transmitidos datos falsos, el destinatario será avisado inmediatamente y en dicho caso tendrá la obligación de rectificar o destruir dichos datos;

- e) La persona objeto del procedimiento, si así lo solicita, será informada sobre sus datos personales y sobre la utilización prevista, conforme a las condiciones establecidas por la legislación interna de la Parte contratante a la que se solicita la información.
  - f) Los datos personales transmitidos se conservarán mientras subsista el objetivo para el cual han sido comunicados. El control del procesamiento y de la utilización de estos se sujetará al derecho interno de cada una de las Partes contratantes;
  - g) Cada Parte contratante protegerá los datos personales comunicados con el fin de evitar un acceso no autorizado, modificaciones abusivas y comunicaciones prohibidas.
- (2) Esta información solamente podrá referirse a:
- los datos personales de la persona cuya readmisión o tránsito se solicita, o en caso necesario los datos de sus familiares (apellidos, nombres, eventualmente apellidos utilizados con anterioridad, apodos, seudónimos, fecha y lugar de nacimiento, sexo, nacionalidad);
  - la cédula de identidad, el pasaporte u otros documentos de identidad o de viaje;
  - otros datos necesarios para la identificación de la persona cuya readmisión o tránsito se solicita;
  - los lugares de estada y el itinerario del viaje;
  - las autorizaciones de residencia, permanencia o los visados expedidos en el extranjero.

## **VI - DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES**

### **ARTÍCULO 13**

- (1) Los gastos de transporte serán de cargo de la Parte contratante requirente o solicitante de tránsito hasta el punto de ingreso al territorio del Estado de destino. Asimismo serán de su cargo los gastos de un eventual regreso.
- (2) Los gastos relativos a la ejecución del presente Acuerdo, que sean adelantados por la Parte contratante requerida o solicitada de tránsito serán reembolsados por la Parte contratante requirente.

#### ARTÍCULO 14

- (1) Las autoridades competentes de ambas Partes contratantes cooperarán y se consultarán cada vez que sea necesario para la aplicación del presente Acuerdo.
- (2) En el caso que se presentaran controversias respecto a la aplicación o interpretación sobre las disposiciones del presente Acuerdo, las Partes las resolverán directamente por la vía diplomática. Si dicha controversia no fuere resuelta de este modo las Partes podrán asimismo solicitar reuniones de expertos de ambos Gobiernos.

#### ARTÍCULO 15

- (1) Las modalidades para aplicar el presente Acuerdo, en particular en cuanto a:
  - los plazos para el trámite de las solicitudes y
  - el pago de los gastos de transporte,serán definidas en el Protocolo del presente Acuerdo que forma parte integral de éste.
- (2) A partir de la vigencia del presente Acuerdo, las Partes contratantes se intercambiarán dentro de 60 días una lista con los datos de las autoridades competentes para tramitar las solicitudes de readmisión o tránsito, al igual que una lista de los aeropuertos que se puedan utilizar para la readmisión o el tránsito de los extranjeros.
- (3) Del mismo modo se comunicarán las modificaciones que se produzcan respecto a los datos de las autoridades competentes y de los aeropuertos.

#### ARTÍCULO 16

Las disposiciones del presente Acuerdo no afectarán a las obligaciones de las Partes contratantes resultantes de:

- la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa al Estatuto de los Refugiados, en su forma modificada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967, sobre el Estatuto de los Refugiados;
- la aplicación de las disposiciones de los Acuerdos vigentes para las Partes en el ámbito de la protección de los Derechos Humanos, en particular el Pacto de Nueva York del 19 de diciembre de 1966 sobre los derechos civiles y políticos;
- los acuerdos internacionales sobre extradición.

#### ARTÍCULO 17

El presente Acuerdo entre el Consejo Federal Suizo y el Gobierno de la República de Chile se extiende igualmente para el Principado de Liechtenstein y sus nacionales, de acuerdo con los Convenios vigentes entre Suiza y Liechtenstein .

#### ARTÍCULO 18

- (1) Cada una de las Partes contratantes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales exigidos por ella para la entrada en vigor del presente Acuerdo, lo que ocurrirá treinta días después de la recepción de la última notificación.
- (2) El presente Acuerdo tendrá una duración indefinida. Cada una de las Partes contratantes podrá denunciar el Acuerdo con noventa días de antelación. La denuncia del presente Acuerdo se notificará por vía diplomática y producirá efectos, igualmente, respecto del Principado de Liechtenstein.

#### ARTÍCULO 19

- (1) Cada una de las Partes contratantes podrá suspender la aplicación de todo o parte del presente Acuerdo por razones de orden público, la salud y la seguridad pública. Se notificará inmediatamente de la suspensión a la otra Parte contratante por vía diplomática.
- (2) La suspensión del presente Acuerdo entrará en vigor el primer día del mes siguiente a la fecha de la notificación a la otra Parte contratante.

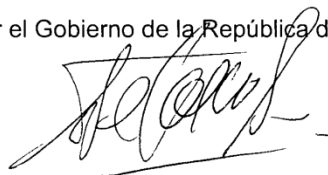
**EN FE DE LO CUAL**, los representantes de la Partes contratantes, debidamente autorizados, a dichos efectos, firman el presente Acuerdo.

Hecho en *Santiago*, a los *29* *noviembre* de 2006, en dos ejemplares, en español y en francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Consejo Federal Suizo



Por el Gobierno de la República de Chile





## **Protocolo**

### **sobre la aplicación del Acuerdo de readmisión concluido entre el Consejo Federal Suizo y el Gobierno de la República de Chile relativo a la readmisión de personas en situaciones irregulares (Acuerdo de Readmisión)**

#### **Artículo 1: Datos que deben constar en la solicitud de readmisión de un nacional de una Parte contratante y condiciones de su transmisión (Artículo 4, apartado 1, del Acuerdo)**

1. En la solicitud de readmisión de un nacional de una Parte contratante presentada en virtud del Artículo 2 del Acuerdo deben constar, fundamentalmente, los datos siguientes:
  - datos relativos a la identidad de la persona (nombres y apellidos, fecha y lugar de nacimiento),
  - elementos relativos a los documentos mencionados en el Artículo 2 del presente Protocolo que permitan probar o presumir la nacionalidad.
2. La solicitud de readmisión deberá remitirse directamente a las autoridades competentes, generalmente a través de un fax.
3. La Parte contratante requerida debe responder a la solicitud en el plazo más breve, dentro de las 24 horas siguientes a la recepción de la solicitud. Este plazo puede prolongarse hasta siete días en el caso previsto en el Artículo 3, apartado 2 del Acuerdo.
4. La persona objeto de la solicitud de readmisión sólo será readmitida después de la aceptación de la solicitud por la Parte contratante requerida.
5. Si la persona que va a ser objeto de la readmisión necesita asistencia médica, la Parte contratante requirente proporcionará, si es de interés de dicha persona, una descripción de su estado de salud, incluyendo copias de certificados médicos e información sobre la necesidad del tratamiento especial, tal como de cuidado, supervisión, o transporte en ambulancia.

#### **Artículo 2: Documentos por medio de los cuales se presume válidamente o se considera acreditada la nacionalidad de la persona (Artículo 2, apartado 1, del Acuerdo)**

1. La nacionalidad se considerará acreditada mediante alguno de los siguientes documentos válidos:

Para la República de Chile:

- pasaporte,
- cédula de identidad,
- cualquier documento de viaje.

Para la Confederación Suiza:

- pasaporte,
- cédula de identidad,
- certificado provisional de identidad,
- libreta de familia, que haga mención al lugar de origen en Suiza.

2. La nacionalidad se presumirá sobre la base de los siguientes antecedentes:

- algún documento mencionado en el apartado anterior cuando esté caducado,
- los documentos emitidos por las autoridades de la Parte contratante requerida que permitan identificar a una persona (permiso de conducir, carnet de tripulante, carnet militar o cualquier otro documento de identidad expedido por las fuerzas armadas, etc.),
- carta de registro consular o un documento de registro civil,
- cualquier otro documento expedido por alguna autoridad competente de la Parte contratante requerida,
- permiso de permanencia o residencia caducado,
- fotocopia de uno de los documentos mencionados anteriormente,
- declaración jurada de la persona que vaya a ser objeto de la readmisión, prestada ante las autoridades administrativas o judiciales de la Parte contratante requirente,
- la declaración de un testigo prestada en un proceso verbal ante las autoridades administrativas o judiciales de la Parte contratante requirente,
- cualquier otro medio reconocido por la autoridad competente de la Parte contratante requerida.

**Artículo 3: Datos que deben constar en la solicitud de readmisión de un nacional de un tercer Estado y condiciones de su transmisión (Artículo 5 del Acuerdo)**

1. En la solicitud de readmisión de un nacional de un tercer Estado presentada en virtud de las disposiciones del Artículo 5 del Acuerdo deben constar principalmente los datos siguientes:
  - datos relativos a la identidad y la nacionalidad de la persona (nombres y apellidos, fecha y lugar de nacimiento),
  - elementos relativos a los documentos mencionados en el Artículo 4 del presente Protocolo, que permitan probar o constatar la entrada o la estada de la persona en el territorio de la Parte contratante requerida.
2. La solicitud de readmisión deberá remitirse directamente a las autoridades competentes, generalmente a través de un fax.
3. La Parte contratante requerida deberá responder a la solicitud en el plazo más breve, dentro de las 24 horas siguientes a la recepción de la solicitud. Este plazo puede prolongarse hasta siete días, en caso de ausencia de alguno de los documentos mencionados en el Artículo 4, apartado 1 del presente Protocolo.
4. La persona objeto de la solicitud de readmisión sólo será readmitida después de la aceptación de la solicitud por la Parte contratante requerida.
5. Si la solicitud de readmisión se basa en que el extranjero proveniente del Estado requerido porta documentación falsa, dicha documentación deberá ser aportada por el Estado requirente en caso de que la readmisión haya sido aceptada.
6. Si la persona que va a ser objeto de la readmisión necesita asistencia médica, la Parte contratante requirente proporcionará, si es de interés de dicha persona, una descripción de su estado de salud, incluyendo copias de certificados médicos e información sobre la necesidad del tratamiento especial, tal como de cuidado, supervisión, o transporte en ambulancia.

**Artículo 4: Medios que permiten la constatación de la entrada o estada del nacional de un tercer Estado en el territorio de la Parte contratante requerida (Artículo 5 del Acuerdo)**

1. La entrada o estada de un nacional de un tercer Estado en el territorio de la Parte contratante requerida se establecerá en función de uno de los elementos de prueba siguientes:

- sello de entrada o salida u otras indicaciones eventualmente presentes en los documentos de viaje o identidad, sean aquellos o éstos auténticos o falsificados,
  - permiso de estada o autorización de residencia, caducados desde hace menos de seis meses,
  - visado caducado, desde hace menos de seis meses.
2. La entrada o estada de un nacional de un tercer Estado en el territorio de la Parte contratante requerida podrá presumirse, principalmente, por uno o más de los antecedentes que se indican a continuación:
- documento expedido por las autoridades competentes de la Parte contratante requerida, que indique la identidad de la persona, por ejemplo, permiso de conducir, carnet de tripulante, permiso de tenencia o porte de armas,
  - permiso de residencia o autorización de residencia, caducado hace más de seis meses,
  - fotocopia de uno de los documentos anteriormente mencionados, siempre que se compruebe su autenticidad con el original expedido por la Parte requerida,
  - huellas digitales del nacional del tercer Estado que estén en posesión de la Parte requerida,
  - título de transporte nominativo,
  - facturas de hoteles,
  - declaraciones de un agente de los servicios del Estado,
  - declaraciones no contradictorias y suficientemente detalladas de la persona, que incluyan hechos verificables objetivamente, y que puedan ser comprobadas por la Parte requerida,
  - datos verificables que atestigüen que la persona interesada ha tenido acceso a los servicios de una agencia de viajes.

**Artículo 5: Condiciones de transmisión de una solicitud de tránsito (Artículo 9 del Acuerdo)**

1. La solicitud de tránsito se enviará por las autoridades de la Parte solicitante de tránsito a las autoridades de la Parte solicitada por fax, como mínimo 48 horas antes del tránsito en días hábiles o 72 horas si el tránsito está previsto para un sábado, un domingo o un día festivo.

2. La Parte solicitada de tránsito deberá responder dentro de las 48 horas siguientes en días hábiles o 72 horas, a más tardar, si la solicitud se presenta un sábado, un domingo o un día festivo.
3. En la solicitud de tránsito se deberá indicar si la persona necesita asistencia médica o si es necesario adoptar medidas especiales de seguridad, si es de interés de dicha persona.

**Artículo 6: Procedimiento de pago de los gastos de readmisión y tránsito (Artículo 13)**

El reembolso previsto en el Artículo 13 del Acuerdo, se efectuará en un plazo de 60 días a contar de la recepción de la factura.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ON THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION (READMISSION AGREEMENT)

The Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Chile,  
Hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

In a spirit of cooperation between the two Contracting Parties,

With a view to improving the application of the provisions on the movement of persons while respecting the rights and guarantees established by the laws and regulations in force,

In compliance with international treaties and conventions,

With a view to promoting cooperation between the two Contracting Parties and in the context of international efforts to prevent illegal or unauthorized immigration,

On the basis of reciprocity,

Have agreed as follows:

I. DEFINITIONS

*Article 1*

For the purposes of the present Agreement:

- “Requesting Contracting Party” means the Contracting Party requesting the readmission of persons;
- “Requested Contracting Party” means the Contracting Party to which the request for the readmission of persons is addressed;
- “Contracting Party requesting transit” means the Contracting Party requesting the transit of persons;
- “Contracting Party requested to grant transit” means the Contracting Party to which the request for the transit of persons is sent.

II. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

*Article 2*

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other Contracting Party and without formalities, readmit to its territory any person who does not fulfil or no longer fulfils the conditions for entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party,

provided that it is proved or may plausibly be presumed that the person possesses the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall readmit the person concerned under the same conditions if subsequent checks show that the person was not a national of the requested Contracting Party at the time of departure from the territory of the requesting Contracting Party.

### *Article 3*

1. Where the presumption of nationality is established on the basis of the documents mentioned in article 2, paragraph 2, of the Protocol, the diplomatic mission or consular office of the requested Contracting Party shall without delay issue a travel document valid for the return of the person concerned (*laissez-passer*).

2. If the requested Contracting Party has doubts about the documents establishing the presumption of nationality, or if such documents are totally absent, the diplomatic mission or consular office of that Party shall, within three working days of the request from the requesting Contracting Party, grant the persons concerned a hearing. The hearing shall be organized by the requesting Contracting Party as soon as possible, in agreement with the consular authority concerned.

3. If, following the hearing, it is established that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the diplomatic mission or consular office shall, without delay and at the latest within six days of the submission of the readmission request, issue the necessary travel document (*laissez-passer*).

### *Article 4*

1. The data to be contained in the readmission request and the conditions for its transmission are laid down in a Protocol on application in accordance with article 15 of the present Agreement.

2. The requesting Contracting Party shall bear the costs of transporting persons whose readmission is requested as far as the point of entry to the territory of the requested Contracting Party.

## III. READMISSION OF NATIONALS OF THIRD STATES

### *Article 5*

Each Contracting Party shall, at the request of the other Contracting Party and without formalities, readmit to its territory a national of a third State who does not fulfil or no longer fulfils the conditions for entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party, if the national concerned holds a valid visa or residence permit of any kind issued by the requested Contracting Party.

*Article 6*

The readmission obligation established in Article 5 shall not apply with regard to:

- A national of a third State that has a common border with the requesting Contracting Party;
- A national of a third State who, on entering the territory of the requesting Contracting Party, held a visa other than a transit visa or a residence permit, unless the requested Contracting Party has issued a longer-term visa or residence permit that remains valid;
- A national of a third State who has resided for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party, unless that person holds a valid residence permit issued by the requested Contracting Party;
- A national of a third State to whom the requesting Contracting Party has granted refugee status under the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967;
- A national of a third State who has actually been removed by the requested Contracting Party to his or her country of origin or to a third State, provided that he or she did not enter the territory of the requesting Contracting Party after residing legally in the territory of the requested Contracting Party following the enforcement of the removal order.

*Article 7*

1. For the application of article 5, a third-State national's entry to or residence in the territory of the requested Contracting Party shall be established through travel or identity documents. It may also be presumed through any other means specified in article 4 of the Protocol.
2. The data to be contained in the readmission request and the conditions for its transmission are listed in the Protocol.
3. The costs of transporting a person whose readmission is requested as far as the point of entry to the territory of the requested Contracting Party shall be borne by the requesting Contracting Party.

*Article 8*

The requesting Contracting Party shall readmit to its territory a third-State national who, after subsequent checks, proves not to have fulfilled the conditions laid down in article 5 at the time of departure from the territory of the requesting Contracting Party.

IV. TRANSIT

*Article 9*

1. Each Contracting Party shall, at the written request of the other Contracting Party, authorize the transit through its territory, with or without an escort, of third-State nationals who are the subject of a removal decision or a decision to refuse entry taken by the Contracting Party



requesting transit, if their admission is guaranteed by the State of destination or by other States of transit. The Contracting Party requesting transit shall guarantee to the other Contracting Party that a person whose transit has been authorized holds a ticket and a travel document that are valid for the State of destination. Transit shall be by air.

2. The Contracting Party requesting transit shall assume full responsibility for the onward journey of a third-State national to his or her country of destination and shall readmit that person if, for any reason, the decision to remove the person or to refuse him or her entry to its territory cannot be enforced.

#### *Article 10*

Requests for authorization of transit for the purposes of removal or following a refusal of entry shall be transmitted directly between the competent authorities of the Contracting Parties. Requests shall contain data related to the identity and nationality of the person concerned, and the date of travel, flight number, time of arrival at the transit airport, time and date of departure to the country of destination, travel documents and reason for the request.

#### *Article 11*

1. Transit shall be refused if, on account of a deportation order or a ban on entry, the national is at risk of:

- Being persecuted in one of the States of transit or the State of destination for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group, or political opinions;
- Being charged or convicted in a criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit.

2. A person who is subject to transit may be handed over to the Contracting Party requesting transit if, after subsequent checks, it is established that the person's situation is covered under paragraph 1.

### V. PROTECTION OF PERSONAL DATA

#### *Article 12*

1. Personal data transmitted in order to implement the present Agreement shall be processed and protected in accordance with the data protection laws in force in each of the Contracting Parties and the provisions of the applicable international conventions by which the two Contracting Parties are bound.

Accordingly:

(a) The requested Contracting Party shall use the personal data communicated only for the purposes stipulated in the present Agreement;

(b) Each Contracting Party shall, at the request of the other Contracting Party, provide information on the use that will be made of the personal data communicated;

(c) The personal data communicated may be processed only by the authorities competent to implement the Agreement. Personal data may be transmitted to other State authorities only with the prior written authorization of the Contracting Party that communicated them;

(d) The requesting Contracting Party shall ensure that the data to be transmitted are accurate, and that they are necessary and appropriate for the purpose of the communication. If it is found that inaccurate data have been transmitted, the recipient shall be notified immediately and, in such cases, shall rectify or destroy the data;

(e) The person concerned shall, at his or her request, be informed about the personal data related to him or her and the planned use of those data, under the conditions defined in the national law of the Contracting Party to which that person has submitted such a request;

(f) Personal data transmitted shall be kept only for as long as is required for the purpose for which they were communicated. The processing and use of such data shall be monitored in accordance with the national law of each of the Contracting Parties;

(g) Each Contracting Party shall protect the personal data transmitted against unauthorized access, improper alteration and unauthorized communication.

2. Such information shall concern only the following:

- The particulars of the person to be readmitted or admitted in transit and, where necessary, the particulars of the members of the person's family (surnames, forenames, any previous names, nicknames or pseudonyms, date and place of birth, sex and nationality);
- Identity card, passport or other identity or travel documents;
- Other details needed to identify the person to be readmitted or admitted in transit;
- Stopping places and itineraries;
- Residence permits or visas granted abroad.

## VI. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

### *Article 13*

1. The costs of transport as far as the point of entry to the territory of the State of destination and, where necessary, the costs arising from return transport, shall be borne by the Contracting Party requesting readmission or transit.

2. Costs that are related to the implementation of the present Agreement and are met in advance by the Contracting Party requested to grant readmission or transit shall be reimbursed by the requesting Contracting Party.

### *Article 14*

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall cooperate and consult each other as necessary for the proper application of the present Agreement.

2. The Contracting Parties shall resolve any dispute related to the application or interpretation of the present Agreement directly through the diplomatic channel. If the dispute is

not resolved by this means, the Contracting Parties may request a meeting of experts from both Governments.

*Article 15*

1. The Protocol laying down the terms of application of the present Agreement forms an integral part thereof and also establishes:

- The time frames for the processing of requests;
- The payment of transport costs.

2. Within 60 days of the entry into force of the present Agreement, the Contracting Parties shall provide each other with the particulars of the authorities competent to process readmission or transit requests and the list of airports that may be used for the readmission or transit of persons.

3. Subsequent changes in the contact details of the competent authorities and airports shall be communicated in the same way.

*Article 16*

The present Agreement shall not affect the obligations of the Contracting Parties arising from:

- The application of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967;
- The application of the agreements concluded by the Parties on the protection of human rights, in particular the International Covenant on Civil and Political Rights (New York, 19 December 1966);
- International treaties on extradition.

*Article 17*

The present Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Chile shall also apply to the Principality of Liechtenstein and its nationals, in accordance with the agreements between Switzerland and Liechtenstein.

*Article 18*

1. Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of the present Agreement. The present Agreement shall enter into force 30 days after receipt of the last notification.

2. The present Agreement is concluded for an indefinite period. Each Contracting Party may terminate it with 90 days' notice. Notification of termination of the present Agreement shall be effected through the diplomatic channel and shall also apply to the Principality of Liechtenstein.

*Article 19*

1. Either Contracting Party may suspend the application of the present Agreement for reasons of public order, health or public security. The Contracting Parties shall inform each other immediately of the suspension of the Agreement, through the diplomatic channel.

2. The suspension shall take effect on the first day of the month following the notification of the other Contracting Party.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized thereto, have signed the present Agreement.

DONE at Santiago on 23 November 2006 in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Swiss Federal Council:

[Signé]

For the Government of the Republic of Chile:

[Signé]

PROTOCOL ON THE APPLICATION OF THE AGREEMENT BETWEEN THE SWISS  
FEDERAL COUNCIL AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ON  
THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION  
(READMISSION AGREEMENT)

*Article 1. Data to be included in the request for readmission of a national of a Contracting Party, and conditions for transmission (article 4, paragraph 1, of the Agreement)*

1. A request for the readmission of a national of a Contracting Party submitted in accordance with article 2 of the Agreement shall include the following information:

- Data relating to the identity of the person concerned (forenames and surnames, date and place of birth);
- Information related to the documents mentioned in article 2 of the present Protocol on the basis of which nationality may be established or presumed.

2. The readmission request shall be transmitted directly to the competent authorities, generally by fax.

3. The requested Contracting Party shall reply to the request as soon as possible, and no later than 24 hours after receipt of the request. This period may be extended to seven days in the case provided for in article 3, paragraph 2, of the Agreement.

4. The person whose readmission is requested shall be readmitted only after the requested Contracting Party agrees to the request.

5. If a person being readmitted needs medical assistance, the requesting Contracting Party shall, if doing so is in the interest of the person concerned, provide a description of the person's state of health, including copies of medical certificates and information on any specific treatment required, such as care, monitoring or transport by ambulance.

*Article 2. Documents by means of which the nationality of the person concerned may be validly established or presumed (article 2, paragraph 1, of the Agreement)*

1. Nationality shall be considered to be established on the basis of one of the following valid documents:

For the Republic of Chile:

- Passport;
- Identity card;
- Any travel document.

For the Swiss Confederation:

- Passport;
- Identity card;
- Provisional proof of identity;
- Family record book indicating the place of origin in Switzerland.

2. Nationality shall be considered to be presumed on the basis of one of the following:
  - Document mentioned in the previous paragraph that has expired;
  - Document issued by the official authorities of the requested Contracting Party indicating the identity of the person concerned (such as a driving licence, seafarer's book, military record book or any other document issued by the armed forces);
  - Consular registration card or civil status document;
  - Any other document issued by any competent authority of the requested Contracting Party;
  - Expired residence permit or residence authorization;
  - Photocopy of one of the above-mentioned documents;
  - Statements by the person concerned, duly taken by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;
  - Statements made by witnesses before the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;
  - Any other means recognized by the competent authority of the requested Contracting Party.

*Article 3. Data to be included in the request for readmission of a national of a third State, and conditions for transmission (article 7, paragraph 2, of the Agreement)*

1. A request for the readmission of a national of a third State submitted in accordance with article 5 of the Agreement shall include the following:
  - Data relating to the identity and nationality of the person concerned (forenames and surnames, date and place of birth);
  - Information related to the documents mentioned in article 4 of the present Protocol on the basis of which it can be established or ascertained that the person concerned entered or resided in the territory of the requested Contracting Party.
2. The readmission request shall be transmitted to the competent authorities, generally by fax.
3. The requested Contracting Party shall reply to the request as soon as possible, and no later than 24 hours after receipt of the request. This period may be extended to seven days in the absence of one of the documents mentioned in article 4, paragraph 1, of the present Protocol.
4. The person whose readmission is requested shall be readmitted only after the requested Contracting Party agrees to the request.
5. If the readmission request is based on the fact that the alien coming from the requested State holds false documents, those documents shall be transmitted by the requesting State if the readmission has been accepted.
6. If a person being readmitted needs medical assistance, the requesting Contracting Party shall, if doing so is in the interest of the person concerned, provide a description of the person's state of health, including copies of the relevant medical certificates and information on any specific treatment required, such as care, monitoring or transport by ambulance.

*Article 4. Means of establishing a third State national's entry to or residence in the territory of the requested Contracting Party (article 7, paragraph 1, of the Agreement)*

1. A third-State national's entry to or residence in the territory of the requested Contracting Party shall be established on the basis of one of the following pieces of evidence:

- Entry or exit stamps, or any other indications, in authentic or forged travel or identity documents;
- Residence permit or residence authorization that has expired within the previous six months;
- Visa that has expired within the previous six months.

2. A third-State national's entry to or residence in the territory of the requested Contracting Party may be presumed on the basis of one or more of the following:

- Document issued by the competent authorities of the requested Contracting Party showing the identity of the person concerned, for example a driving licence, a seafarer's book, or a permit to own or bear arms;
- Residence permit or residence authorization that expired more than six months previously;
- Photocopy of one of the above-mentioned documents, provided that its authenticity is verified against the original issued by the requested Party;
- Third-State national's fingerprints in the possession of the requested Contracting Party;
- Travel ticket in the name of the person concerned;
- Hotel bills;
- Statements by a public official;
- Statements by the person concerned that are non-contradictory and sufficiently detailed, that include objectively verifiable facts and that can be verified by the requested Contracting Party;
- Verifiable data attesting that the person concerned used the services of a travel agency.

*Article 5. Conditions for the transmission of a request for transit (article 9 of the Agreement)*

1. Requests for transit shall be transmitted by fax by the Contracting Party requesting transit to the competent authorities of the requested Contracting Party at least 48 hours before transit on working days, or at least 72 hours if the transit is scheduled for a Saturday, Sunday or public holiday.

2. The requested Contracting Party shall reply to the request as soon as possible, and at the latest within 48 hours on working days or 72 hours if the request is made on a Saturday, Sunday or public holiday.

3. It shall be indicated in the request for transit whether the person concerned requires medical assistance or whether specific security measures are to be taken, if this is in the interest of the person concerned.

*Article 6. Procedure for the payment of costs related to readmission and transit (article 13)*

The reimbursement provided for in article 13 of the Agreement shall be made within 60 days of receipt of the invoice.